

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi après-midi, 6 décembre 2017

Direction de l'économie publique

71 2017.RRGR.534 Motion 191-2017 Stampfli (Bern, PS) Garantir la protection des animaux dans le canton de Berne

N° de l'intervention: 191-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 04.09.2017
Déposée par: Stampfli (Berne, PS) (porte-parole)
Mentha (Liebefeld, PS)
Cosignataires: 21
Urgence accordée: Oui 07.09.2017
N° d'ACE: 1118/2017 du 25 octobre 2017
Direction: Direction de l'économie publique

Garantir la protection des animaux dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de prendre les mesures permettant de garantir que la protection des animaux reste au moins à son niveau actuel;
2. de créer un poste d'avocat cantonal des animaux si l'association faïtière des organisations bernoises de protection des animaux venait à perdre son droit de partie et de recours.

Développement:

Comme on a pu le lire dans la presse¹, la protection des animaux dans le canton de Berne telle qu'on la connaît est remise en cause. Jusqu'à maintenant, l'association faïtière des organisations bernoises de protection des animaux (DBT) jouissait d'un droit de partie et de recours lui permettant de représenter les intérêts des animaux devant la justice. Cette solution pragmatique fonctionnait très bien et profitait également au canton de Berne. Or, la Cour suprême du canton de Berne a rendu un jugement déniaient à la DBT cette possibilité. Même si la DBT va faire appel de cette décision devant l'instance supérieure, les associations de protection des animaux risquent de ne pas obtenir gain de cause. Les animaux du canton de Berne, qui perdraient alors une main protectrice, seraient les premières victimes. La protection bernoise des animaux est aujourd'hui un modèle au niveau suisse. En voyant les images terribles d'Hefenhofen (TG), nous devons nous demander si de telles choses pourraient soudain se produire également dans le canton de Berne. Comme chacun sait, la plupart des infractions liées à la protection des animaux concerne les animaux de compagnie. Mais l'agriculture, il va sans dire, est également dans le viseur. Dans le canton de Berne, ce secteur et, par extension, l'élevage de bétail revêtent une grande importance. Il est donc d'autant plus important d'assurer la protection des animaux. Cela va non seulement dans l'intérêt des animaux eux-mêmes, mais aussi de la grande majorité des agricultrices et agriculteurs qui ont à cœur le bien-être de leurs animaux.

Motivation de l'urgence: le droit de partie et de recours a été refusé à la DBT. Le recours de la décision devant l'instance supérieure risque de ne pas aboutir, ce qui serait un revers cuisant pour la protection des animaux dans le canton de Berne. Le canton doit donc examiner d'urgence des mesures alternatives.

70 2017.RRGR.533 Motion 190-2017 Zaugg-Graf (Uetendorf, pvl) Protection des animaux: serrons-nous les coudes!

¹ cf. le Bund du 15.08.2017 ou la NZZ du 30.08.2017

N° de l'intervention: 190-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 04.09.2017
Déposée par: Zaugg-Graf (Uetendorf, pvl) (porte-parole)
Grabner (Horrenbach, UDC)
Siegenthaler (Thoune, PS)
Baumann (Suberg, Les Verts)
Schenk-Anderegg (Schüpfen, PBD)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 07.09.2017
N° d'ACE: 1118/2017 du 25 octobre 2017
Direction: Direction de l'économie publique

Protection des animaux: serrons-nous les coudes!

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour assurer que la volonté exprimée par le peuple bernois en 1994 de disposer d'une instance pouvant exercer des droits de partie dans les affaires liées à la protection des animaux continue d'être respectée. Il s'agit de garantir que le haut niveau de protection des animaux dans notre canton, et qui est généralement reconnu, puisse être maintenu de manière indépendante, crédible et économique.

Développement:

Aujourd'hui, la protection des animaux est un sujet solidement ancré dans la société. Le cas récemment rendu public dans le canton de Thurgovie, qui a fait l'objet d'une forte médiatisation, a éveillé le doute dans la population concernant la manière dont la protection des animaux est assurée dans les cantons. Or, la confiance des consommateurs en ce qui concerne le respect de la protection des animaux est un des facteurs importants qui les poussent à privilégier les produits de l'agriculture suisse, en dépit de leur prix élevé.

Bien que nous soyons convaincus du haut niveau de qualité du travail fourni par nos autorités, il est important de renforcer la crédibilité par une instance aussi indépendante que possible, qui est notamment entendue en tant que partie dans les affaires pénales.

De par son indépendance, son expérience de longue date et sa crédibilité au sein de la population, un bon réseau dans les régions et sa collaboration efficace avec les vétérinaires, le Domaine spécialisé des délits impliquant des animaux et l'Union bernoise des paysans, l'Association faîtière des organisations bernoises de protection des animaux (DBT) était jusqu'ici chargée d'assumer cette tâche.

La DBT était la seule organisation qui pouvait, depuis 1996, plaider la cause des animaux devant les tribunaux dans les procédures pénales portant sur la protection des animaux dans le canton de Berne, et ce même après l'entrée en vigueur du code de procédure pénale suisse (CPP) le 1^{er} janvier 2011. Depuis des années, la DBT exerçait ces droits de partie avec détermination et discernement à la fois, par l'intermédiaire de collaborateurs bénévoles motivés, ce que confirment notamment les représentants du canton et des milieux agricoles. Elle finançait par ailleurs elle-même les dépenses.

Malheureusement, durant l'été 2017, la Cour suprême du canton de Berne a retiré à la DBT le droit de recours, en invoquant des motifs relevant du formalisme juridique. Le timing n'aurait pas pu être pire.

La Cour suprême du canton de Berne a en effet conclu que le droit cantonal n'était pas conforme au droit fédéral. Selon elle, l'article 13 de la loi cantonale sur l'agriculture (LCAB) est en contradiction avec l'article 104 du CPP (art. 104, al. 2 CPP: «la Confédération et les cantons peuvent reconnaître la qualité de partie, avec tous les droits ou des droits limités, à d'autres autorités chargées de sauvegarder des intérêts publics»). L'article 13, alinéa 3 LCAB, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011 en vue du nouveau CPP, établit que le Conseil-exécutif désigne une organisation ou une personne en tant qu'autorité au sens de l'article 104, alinéa 2 CPP à laquelle est reconnue la qualité de partie, avec tous les droits, dans les procédures pénales concernant les délits contre la protection des animaux.

C'est avec l'article 4a, alinéa 1 OPAC que le Conseil-exécutif a fait usage de l'autorisation prévue par l'article 13, alinéa 3 LCAB de créer une autorité exerçant des droits de partie dans les procédures pénales concernant les délits contre la protection des animaux. Cet article est également entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011 avec l'introduction du nouveau CPP. Il établit que

«l'Association faîtière des organisations bernoises de protection des animaux (DBT) est désignée comme l'autorité cantonale à laquelle reviennent les droits de partie dans les procédures pénales concernant les délits contre la protection des animaux».

Selon l'alinéa du même article, dans l'exercice de ses droits de partie dans les procédures pénales concernant les délits contre la protection des animaux, la DBT est placée sous la surveillance de la Direction de l'économie publique du canton de Berne (ECO). Ainsi, elle est solidement intégrée dans l'organisation des autorités du canton de Berne. La désignation de la DBT en tant qu'autorité en vertu de la loi et son intégration dans l'ECO inscrivent la DBT dans le droit public, dans la limite de ses activités.

Selon toute probabilité, la DBT défendra ses droits devant le Tribunal fédéral, chose que nous saluerions. L'issue de la procédure est toutefois incertaine. Nous souhaitons renoncer à déposer une initiative cantonale en raison de l'effet limité et surtout vu la composante temporelle. D'autres solutions envisageables au niveau cantonal, comme le rattachement d'un tel organisme à l'Office vétérinaire ou à la Direction de l'économie publique, devraient donc déjà être étudiées dans l'optique d'un éventuel échec de l'association devant le Tribunal fédéral. En ce qui concerne ce type de solution, tout doit être mis en œuvre afin de maintenir la crédibilité de la protection des animaux à un niveau aussi élevé que possible en conférant à la nouvelle instance une indépendance maximale.

Etant donné que toute autre solution induirait des coûts pour le canton, nous prions le Conseil-exécutif de chiffrer les montants en jeu et de les soumettre au Grand Conseil avec une solution envisageable.

Dans la mesure du possible, nous préférierions pouvoir conserver les droits de partie de la DBT pour les animaux. Par conséquent, il faut saisir toutes les opportunités afin de soutenir la DBT lors de la procédure juridique.

Il s'agit de garantir que la protection des animaux dans le canton de Berne, qui est un modèle à l'échelle suisse, soit perçue comme une tâche commune de toutes les parties concernées, pour le bien des animaux, de l'agriculture et, en définitive, de la population.

Motivation de l'urgence: au cas où une solution nécessiterait une base légale, la procédure législative devrait être rapidement mise en route.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif tient beaucoup à ce que la législation sur la protection des animaux continue d'être appliquée avec rigueur et efficacité dans le canton de Berne. Même si les autorités fournissent un travail de qualité à ce niveau, elles ne pourront jamais empêcher totalement la maltraitance animale, d'autant plus que dans le domaine de la protection des animaux, la responsabilité en matière de respect des dispositions légales incombe en premier lieu aux détenteurs. Ces dernières années, diverses mesures ont été prises pour optimiser l'exécution de la législation sur la protection des animaux. Parmi elles figurent notamment la constitution d'un réseau efficace formé par le Service vétérinaire (instance responsable de l'exécution) et les autres autorités et organisations impliquées (en particulier les organisations de protection des animaux et l'Union bernoise des paysans), ainsi que l'exercice des droits de partie de la DBT lors des procédures pénales, qui est aujourd'hui remis en cause par un jugement de la Cour suprême non encore entré en force. Comme les motionnaires, le Conseil-exécutif est d'avis qu'à l'avenir aussi, une instance appropriée devrait bénéficier des droits de partie dans les procédures de protection des animaux. Une confirmation de la solution actuelle par le Tribunal fédéral serait bienvenue. Dans le cas contraire, il faudrait prendre rapidement des dispositions d'ordre législatif pour trouver une solution aussi proche que possible du système actuel, qui a fait ses preuves, dans le but de continuer à contribuer à la bonne exécution de la législation sur la protection des animaux.

La loi cantonale sur l'agriculture (LCAB) est en cours de révision. Comme le jugement de la Cour suprême n'était pas encore connu au début de la procédure de consultation, le souhait d'une solution de remplacement en matière de droits de partie lors des affaires pénales n'a pas pu être abordé pour l'instant. Le Conseil-exécutif est toutefois disposé à profiter de la révision en cours pour intégrer dans la LCAB une disposition tenant compte de ce souhait. Il pourrait envisager d'élargir la teneur de l'article 13, alinéa 3 de manière à ce que la qualité de partie soit également reconnue au Service vétérinaire ou à un autre service de la Direction de l'économie publique. Cette mesure permettrait de garantir que les intérêts de la protection des animaux resteront représentés par une

instance disposant des compétences requises lors des procédures pénales, et ce indépendamment du fait que le Tribunal fédéral partage ou non l'avis de la Cour suprême du canton de Berne.

Les questions posées appellent les réponses suivantes:

Motion 190-2017

Comme expliqué en introduction, le Conseil-exécutif est disposé à profiter de la révision de la LCAB pour créer les bases légales nécessaires au maintien des droits de partie lors des procédures pénales en matière de protection des animaux. Au vu du large consensus dont ce souhait fait l'objet et du peu de temps restant pour le traiter, le Conseil-exécutif estime qu'il est justifié d'adapter la LCAB en conséquence à l'issue de la procédure de consultation, d'autant plus que ledit souhait aura peut-être déjà été exprimé durant cette procédure. Le législateur disposerait ainsi de la base légale requise pour élaborer une nouvelle solution si le Tribunal fédéral devait confirmer le jugement de la Cour suprême du canton de Berne. Le Conseil-exécutif propose par conséquent d'adopter la motion.

Motion 191-2017

1. Voir réponse à la Motion 190-2017. Le Conseil-exécutif propose comme dit d'adopter le chiffre 1 de la motion.
2. Si le Tribunal fédéral devait confirmer le jugement de la Cour suprême du canton de Berne, la qualité de partie devrait être reconnue à une autorité ou à un membre d'une autorité cantonale. Le jugement de la Cour suprême exclut donc explicitement la nomination d'un avocat des animaux indépendant. A supposer que le chiffre 2 de la motion exige la mise en place d'une solution au sein de l'administration cantonale et non le recours à un avocat indépendant ne représentant aucune autorité publique, le chiffre 2 peut également être adopté sous forme de motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption

Délibération groupée des affaires 2017.RRGR.533 et 2017.RRGR.534.

La présidente. Wir beraten die Traktanden 70 und 71 gemeinsam. Wir haben auch die Antwort für beide Motionen gemeinsam bekommen. Der eine Motionär fragt mich gerade, ob die Motion überhaupt bestritten ist. Normalerweise stellen wir die umgekehrte Frage, und dann geben uns die Motionäre die Antwort. Aber ich kann es auch so fragen: Sind die Motionen bestritten? Der erste Vizepräsident sagt Ja, sie seien bestritten. Ich gebe somit den beiden Motionären das Wort.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich bin jetzt etwas überrascht, denn ich habe gehört, die Motion sei nicht bestritten, zumindest nicht so stark, als dass man hier im Rat darüber sprechen muss. Es geht vor allem um ein Wort in der zweiten Motion. Wir wollten, gemeinsam mit dem Tierschutz, ganz bewusst das Wort «Tieranwalt» vermeiden, denn genau diesen wollen wir eigentlich nicht. In seiner Antwort zeigte der Regierungsrat auf, dass er das eigentlich auch so sieht und keinen Tieranwalt möchte. Wenn es irgendwie geht, möchten wir den Status quo beibehalten. Denn dieser ist, soviel ich weiss, von niemandem bestritten weder vonseiten der Bauern noch vonseiten des Tierschutzes noch vom Kanton. Überall erhielt ich den Eindruck, die Leute fänden es gut, so wie es bisher gelaufen ist. Man hat nie übertrieben, die Zusammenarbeit war gut und genau das wollen wir beibehalten. Wir hoffen, dass das Bundesgericht das Urteil des Obergerichts zurückweisen wird und wir es so beibehalten können. Das wäre das, was wir eigentlich möchten. Das wäre auch für den Kanton sehr günstig, weil der Tierschutz die Kosten für die meisten Fälle übernimmt. Mit einer Stelle beim Kanton wäre auch David Stampfli einverstanden. Damit würde seine Forderung nach einem Tierschutzanwalt erfüllt. Somit könnte man die Motionen so durchwinken.

Hier geht es eigentlich darum, etwas Druck aufzusetzen. Die Türe ist offensichtlich offen, weil die Verwaltung und die Regierung damit einverstanden sind. Ich bitte Sie, die beiden Motionen so zu überweisen, damit die Regierung Vorbereitungen treffen kann, um eine möglichst pragmatische Lösung, so wie sie bisher bestanden hat, weiterzuführen. Vielleicht gibt es dann eine Änderung im Gesetz, so wie sie der Regierungsrat vorgeschlagen hat. Wir wollten das bewusst nicht, weil das Gesetz über den Grossen Rat (Grossratsgesetz, GRG) das Einreichen von Motionen zu Gesetzesvorlagen, die sich bereits in der Vernehmlassung befinden, verbietet. Deshalb haben wir

das offen gelassen, aber offensichtlich sind sie selber auf die Idee gekommen, das dort beizufügen. Ich bitte Sie, diese Motion so zu überweisen.

La présidente. Grossrat Stampfli erhält das Wort zur Begründung der zweiten Motion.

David Stampfli, Berne (PS). Ich kann mich Hannes Zaugg nur anschliessen. Bezüglich des Tierschutzes haben wir im Kanton Bern eine sehr gute und gleichzeitig auch pragmatische Lösung. Im vergangenen Sommer kam es zu den Ereignissen im Kanton Thurgau. Diese schreckten sicher die ganze Schweiz und auch den Kanton Bern ziemlich aufgeschreckt, und solche Zustände möchte sicher niemand. Fast zeitgleich – und es handelt sich dabei um einen Zufall – wurde aber genau diese pragmatische Lösung im Kanton Bern infrage gestellt, was äusserst schade ist. Zurzeit besteht deshalb eine ziemlich grosse Unsicherheit, denn wir wissen nicht, was passieren wird. Es besteht natürlich die Hoffnung, dass das Bundesgericht dieses Urteil kassieren wird. In diesem Fall hätte der Dachverband der Berner Tierschutzorganisationen (DBT) weiterhin das Parteirecht, mit welchem er sich für die Tiere einsetzen kann. Sollte dies aber nicht der Fall sein, müsste es dringend einen Hebel geben, um entgegenzuwirken. Ich bin sehr froh um die Antwort des Regierungsrats. Offenbar haben wir offene Türen eingearannt, und der Regierungsrat ist bereit, das Anliegen entgegenzunehmen.

Der wichtigste Punkt und der Punkt, der wohl am meisten zu reden gab, ist die Ziffer 2 betreffend den kantonalen Tierschutzanwalt. Ich wollte selbstverständlich nicht in ein Wespennest stechen, das war nie meine Absicht. Aus meiner Sicht hat der Regierungsrat diesen Punkt jedoch ziemlich pragmatisch und klar entgegengenommen und gesagt, er verstehe diesen so: «Unter der Annahme, dass Ziffer 2 der Motion die Schaffung einer behördlichen Lösung innerhalb der Kantonsverwaltung und nicht einen unabhängigen und deshalb keine Behörde darstellenden Tierschutzanwalt fordert, kann auch Ziffer 2 als Motion angenommen werden.» Das ist genauso, wie ich es gemeint habe. Ich kann das genauso entgegennehmen; das ist für mich in Ordnung. Deshalb bitte ich Sie, diesem Vorstoss genau wie dem Vorstoss von Hannes Zaugg et alii zuzustimmen.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Mentha das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich bin Mitmotionär und kann mich im Namen der Fraktion und als Motionär dem Votum von Kollega Stampfli anschliessen. Mit dem Tierschutzanwalt, den wir unter Ziffer 2 erwähnen, meinen wir selbstverständlich eine behördliche Lösung. Denn das ist das Problem, das wir lösen müssen. Wir müssen im Kanton Bern eine Instanz bekommen, die in Einzelfällen die bisherigen Rechte und Einflussmöglichkeiten hat, die nach dem Verwaltungsgerichtsentscheid, der jetzt vom Bundesgericht korrigiert werden soll, gefährdet ist. Sie muss die nötige Anerkennung finden, damit wir handeln können. Genau das meinen wir. Ich sage das hier auch deutsch und deutlich zuhänden des Protokolls: Der Begriff «Tierschutzanwalt» ist in diesem Sinn gemeint und auch genauso, wie von der Regierung ausgeführt. Wir schliessen uns dieser Interpretation an, und in diesem Sinn macht diese Erklärung es allen hier im Rat einfach, auch der Ziffer 2 unserer Motion zuzustimmen.

Ich glaube, darin sind wir uns einig: Wir wollen nicht, dass Probleme im Bereich des Tierschutzes nicht bewältigt werden können, und wir wollen, dass zumindest der heutige Standard der Einflussmöglichkeiten im Bereich des Tierschutzes aufrechterhalten bleibt. Das sind wir den Tieren schulden. Helfen Sie mit, beide Motionen mit den Ziffern 1 und 2, soweit das unsere betrifft, zu überweisen. Ich habe Ihnen jetzt erklärt, wie wir, David Stampfli und ich, das meinen.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Mir sticht einfach nach wie vor die Ziffer 2 der Motion Stampfli in die Nase – ich muss es halt so sagen. Es steht: Es ist «die Stelle eines kantonalen Tierschutzanwaltes zu schaffen», wenn das Bundesgericht nicht auf den Entscheid zurückkommt. Wenn wir diese Ziffer der Motion annehmen, ist Tür und Tor offen, sodass dieser Tierschutzanwalt implementiert werden kann. Man kann jetzt noch lange sagen, man wolle das nicht. Die Lösung, die der Regierungsrat vorschlägt, sehen wir auch so, indem sie beim Volkswirtschaftsdirektor beziehungsweise beim Veterinärdienst angesiedelt werden sollte. Wenn man das ein bisschen weiterspinnt und sich vorstellt, dass der DBT das nicht mehr macht und das Bundesgericht den Entscheid des Obergerichts aufhebt, kann man dann trotzdem einen Tierschutzanwalt einsetzen.

Dies ungeachtet dessen, was wir hier sagen. Und das wollen wir nicht. Aus diesem Grund müssen wir die Ziffer 2 ablehnen. Die Ziffer 1 und die erste Motion können wir annehmen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Die FDP akzeptiert wie die Regierung beide Vorstösse. Wir sind aber froh um die Präzisierung, denn wir haben uns auch nicht gerade über diesen sogenannten Tierschutzanwalt gefreut. Wenn Sie etwas unternehmen, machen Sie bitte nicht eine Riesensache daraus, sondern gehen Sie möglichst pragmatisch vor. Es kann nicht sein, dass man dann jedem Hund und jeder Katze einen amtlichen Verteidiger gibt, und der Hund eine unentgeltliche Prozessführung beantragen kann, damit sein Anwalt unentgeltlich prozessieren kann. Soweit müssen wir nicht gehen, wir wollen ja keine amerikanischen Verhältnisse. Aber die pragmatische Lösung, so wie sie jetzt präzisiert worden ist, können wir unterstützen. Deshalb Annahme der Motionen.

Thomas Leiser, Worb (PEV). Die Bilder aus dem Kanton Thurgau sind uns immer noch präsent. Ich gehe davon aus, dass sich niemand hier im Saal wünscht, dass solche Bilder im Kanton Bern auftreten. Die EVP unterstützt ein Gefäss wie zum Beispiel den DBT, das interveniert, wenn Behörden vorschnell Tierquälerei ad acta legen. In Anbetracht der vergangenen Tage ist es für uns selbstverständlich, dass ein solches Gefäss kostengünstig geführt werden muss. Weiter appellieren wir natürlich an die Tierhalter, die Tierschutzvorschriften einzuhalten, damit von einem solchen Gefäss, wie eben zum Beispiel dem DBT, kein Gebrauch gemacht werden muss. Wir begrüssen es, wenn der Regierungsrat die laufende Revision des kantonalen Landwirtschaftsgesetzes (kLwG) nutzen will, um das Anliegen der Motionäre einzubauen. Somit unterstützen wir den Antrag der Regierung.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Wir hatten mit der Ziffer 2 der zweiten Motion ein bisschen ein ähnliches Problem. Jetzt habe ich gerade noch mit Regierungsrat Ammann gesprochen. Ein Mann, ein Wort: Er hat mir gesagt, er würde das innerhalb der Verwaltung umsetzen. Er wird nachher gleich erklären, wie er das tun will. Deshalb können wir sämtlichen Ziffern der beiden Motionen zustimmen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Auch die EDU-Fraktion begrüsst einen hohen Standard im Tierschutz. Das ist uns wichtig, und wir sind dankbar für den guten Level in unserem Kanton. Die Forderung nach einem Tierschutzanwalt unter Ziffer 2 der zweiten Motion findet bei uns jedoch überhaupt keinen Anklang, und wir würden die vorgeschlagene Variante des Regierungsrats begrüssen. Die Formulierung «unter der Annahme» finden wir jedoch ein bisschen gewagt und schlagen vor, ziffernweise über die zweite Motion abzustimmen, sodass wir alle mit gutem Gewissen entscheiden können.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelsprechern, zuerst Grossrat Graber.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich gebe zuerst meine Interessenbindung bekannt. Ich stehe hier als Präsident eines Tierschutzvereins, und ich bin bei der ersten Motion, bei der Motion von Hannes Zaugg Mitmotionär. Ich finde diese Motion gut, und ich finde auch das Klagerecht und das Beschwerderecht, über das der Dachverband verfügt, gut. Wir haben in der Motion gefordert, es solle so, wie es bisher der Fall war, weitergeführt werden.

Noch zur zweiten Motion: Hinsichtlich des Tierschutzanwaltes bin ich fast gleicher Meinung wie Hubert Klopfenstein. Ich möchte dann noch eine klare Aussage für das Protokoll. Ich bin sehr für Tiere, und ich bin sehr dafür, dass Tiere richtig behandelt werden. Aber ein Tierschutzanwalt kommt für mich nicht infrage. Für mich wäre es ein gangbarer Weg, diese Stelle bei der Volkswirtschaftsdirektion beim Kantonstierarzt weiterzuführen, mit dem ich ziemlich oft auch gerade im Zusammenhang mit Tierschutzfragen zusammenarbeite. Es ist wichtig, zu vertrauen. Das wäre für mich der gangbare Weg. Aber in der Motion ist eben von diesem Tierschutzanwalt die Rede. Müsste man die Motion Stampfli ganz genau umsetzen, wenn wir diese Ziffer 2 heute annehmen, hätten wir dem zugestimmt. Ich muss Ihnen sagen, dass auch ich diese Ziffer 2 ablehnen werde.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Weshalb habe ich gesagt, die Motion sei bestritten? Der Grund dafür ist dieser Tierschutzanwalt. Wir haben während 30 Stunden eine Spardebatte geführt und darüber diskutierten, wo man überall sparen könnte und wem man Geld wegnimmt. Jetzt wird in

einer Motion nonchalant gefordert, der Kanton müsse einen Tierschutzanwalt einsetzen, falls der DBT aufgelöst würde. Ich frage mich einfach angesichts der letzten 30 Stunden, was genau dahintersteckt. In den Schlussvoten haben wir gestern gehört, dass die Landwirtschaft nicht bluten musste. Aber die Landwirtschaft hat mitgeblutet, und wir haben 10,4 Mrd. Franken verteilt. Jetzt sind wir drauf und dran, mit dieser Ziffer 2 weitere Stellen aufzubauen und zu sagen, wir seien alle damit einverstanden. Ich bitte Sie, die Ziffer 2 dieser Motion im Sinn einer sinnvollen und schlaunen Finanzpolitik abzulehnen.

Christoph Ammann, directeur de l'économie publique. Die beiden Vorstösse wurden unter dem Eindruck des thurgauischen Hefenhofen eingereicht. Das lässt sich am Datum der beiden Vorstösse feststellen. Die Anliegen, die daraus hervorgehen – ich sage ganz klar, die Anliegen, die der Regierungsrat den Vorstössen entnimmt –, machen deutlich, dass dieser Eindruck in den Text und in die Forderung eingeflossen ist. Was wollen die Motionärinnen und Motionäre? Sie wollen, dass der Kanton Bern auch in Zukunft einen Tierschutzstandard aufweist, der den Ansprüchen der Gesellschaft, der Bevölkerung gerecht wird. Das ist der erste Punkt. Wer die Bilder von Hefenhofen vor Augen hat, will nichts anderes, auch nicht im Kanton Bern. Und wir machen das seit Jahren, und es wurden entsprechende Massnahmen umgesetzt, wenn solche Vorkommnisse stattgefunden haben. Wir machen das auf eine schlanke Art mit bescheidenen Ressourcen, ich sage das ausdrücklich: mit bescheidenen personellen Ressourcen. Und wir machen es auf eine gute Art, damit der Standard gehalten werden kann.

Zweitens soll es weiterhin eine unabhängige Instanz geben, die die Parteirechte zugunsten der Tiere ausübt. Diese Instanz hat es auf eine unkomplizierte und gute Art gegeben und zwar seit dem Jahr 1996, nämlich in Form des DBT. Es gibt sie immer noch, aber geändert hat die Rechtsunsicherheit: Wir wissen noch nicht, ob diese Instanz weiterhin durch diesen Verband ausgeübt werden kann. Ein abschliessendes Urteil wurde noch nicht gefällt.

Jetzt an die Adresse all jener, die sich Sorgen machen, dass die Ziffer 2 einen Ausbau zur Folge hätte, ein externes Mandat in Form eines Tierschutzanwaltes, der mit grossem Brimborium und grossem finanziellem Aufwand eine solche Aufgabe wahrnehmen soll: So etwas hat die Regierung nicht im Sinn. Ich verstehe diese Sorgen, aber die Regierung beabsichtigt, so wie es in der Antwort steht, anlässlich der laufenden Revision des kLwG denn Artikel 13 anzupassen. Ich habe bereits einen entsprechenden Auftrag erteilt. Zudem liegt bereits eine entsprechende Formulierung vor, die bald in die Vernehmlassung geht. In Artikel 13 soll ein Passus aufgenommen und eine Instanz festgelegt werden, die auf Verwaltungsebene angesiedelt ist. Vorgesehen ist der Veterinärdienst in der VOL. Sollte sich die Rechtslage also ändern, werden die Parteirechte so angesiedelt werden. Damit haben die Regierung und der Kanton entsprechend – sollte das Gesetz so umgesetzt und beschlossen werden – den Hebel, um den Tierschutz weiterhin auf eine gute wirkungsvolle Art sicherzustellen. In dieser Auslegung und in diesem Sinn bitte ich Sie im Namen der Regierung, die beiden Motionen zu überweisen.

La présidente. Das Wort wird nochmals seitens der Motionäre gewünscht.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Kollega Iseli hat jetzt versucht, eine Finanzdebatte in das Anliegen hineinzuprojizieren. Ich kann hier im Namen der Motionäre bekannt geben, dass es uns darum geht, die bisherige Lösung, und zwar mit der Behördenwirksamkeit, anerkannt durch das Verwaltungsgericht, zu installieren, so wie es der Volkswirtschaftsdirektor soeben erklärt hat. Uns geht es nicht darum, die Verwaltung zusätzlich aufzublasen. Die Intervention von Grossrat Iseli zielt an der Sache vorbei. Sie können uns hier beim Wort nehmen.

La présidente. Wir kommen somit zur Abstimmung. Es geht einerseits um die Motion Zaugg, andererseits um die Motion Stampfli, über welche wir ziffernweise abstimmen werden. Wer die Motion Zaugg annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.533)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 124

f9a7732db4fb46d38f58ed2b310881d7

01.05.2018

Non	4
Abstentions	6

La présidente. Sie haben die Motion Zaugg angenommen mit 124 Ja- und 4 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

Somit kommen wir zu Traktandum 71, der Motion von Grossrat Stampfli. Wer deren Ziffer 1 annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.534; ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	125
Non	3
Abstentions	6

La présidente. Sie haben die Ziffer 1 angenommen mit 125 Ja- gegen 3 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

Wer die Ziffer 2 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.534; ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	45
Non	86
Abstentions	3

La présidente. Sie haben die Ziffer 2 abgelehnt mit 86 Nein- zu 45 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen. Somit haben wir die zwei dringlichen Motionen der VOL behandelt und wechseln zur Juradelegation und zu Regierungsrat Schnegg.

)